

Récépissé N°598/2021RDJ/C19/SAAP du 20/08/2021

400FCFA

La Voix

du Consommateur

Directeur de Publication : Alphonse AYISSI ABENA - Tél : 237 6 99 52 87 06 – 6 71 04 24 12- Informer et Former ... Notre mission

PARADOXES DU 1ER MAI

Sous-emploi, chômage et précarité



Le Cameroun à l'instar des autres pays, a célébré ce 1er mai 2024, la fête internationale du travail dans un contexte où la plupart des travailleurs tirent le diable par la queue. Pire, d'autres sont au chômage. C'est le cas des travailleurs dans les ateliers de soudure, de broderie. Si pour les uns, la perte d'emploi ou le ralenti des activités est liée à une décision politique, les autres doivent leur précarité aux coupures d'électricité d'Eneo. Lire le coup de gueule de l'universitaire Sosthène Fouda.

Page 3

LIBERTÉ DE LA PRESSE
Page 9

Le Cameroun va perdre des places ?



Le pays de René Sadi était 138ème au classement en 2023.

MAROUA

Les conseils du Lamido face à la forte canicule

Il demande aux populations de prier Allah pour
un retour des pluies.

Page 4

ALIMENTATION

Page 8

Que signifie "produit halal" ?



CONSTRUISSONS ENSEMBLE
NOTRE RÉSEAU D'OPPORTUNITÉS

STAND UP FOR AFRICAN WOMEN ENTREPRENEURS 2024

Douala, le 26 février 2024 - Le Club Afrique Développement du groupe Attijariwafa bank et la Société Commerciale de Banque Cameroun (SCB Cameroun) ont organisé, les 22 et 23 février, la deuxième édition de la mission multisectorielle du programme de soutien et de promotion des femmes entrepreneurs Stand Up For African Women Entrepreneurs (SUAWE), autour du thème « **Entrepreneuriat féminin : Accélérateur de croissance inclusive** ».

Cette édition, tenue sous le parrainage et avec la présence effective de M. Achille BASSILEKEN III, Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat du Cameroun, s'est articulée autour de plusieurs temps forts : une plénière avec plus de 200 chefs d'entreprise ; une Master Class animée par d'éminentes personnalités ; une session de rencontres BtoB avec plus de 200 mises en relation dans les secteurs des Transports & Logistique, de l'agro-industrie, du BTP, des Énergies et de la Distribution ;

Dans son mot de bienvenue, M. Alexandre BEZIAUD, Directeur Général de SCB Cameroun, a souligné que « ce programme SUAWE Cameroun traduit la volonté de SCB Cameroun de poursuivre son accompagnement du développement de l'économie camerounaise et en particulier les femmes entrepreneures, véritable force motrice de notre société ».

Mme Mouna KADIRI, Directrice du Club Afrique Développement du groupe Attijariwafa bank a rajouté : « ce programme grandit ici au Cameroun, terre de l'entrepreneuriat féminin par excellence. Près de 500 femmes entrepreneures en sont membres directement depuis 2022 et ont rejoint le réseau du Club Afrique Développement ».

Au cours de cette cérémonie, Mme Nelly CHATUE DIOP, CEO de EJARA, a reçu le troisième trophée SUAWE pour son parcours exceptionnel et son engagement au service de la création de valeurs partagées. Elle rejoint les deux ambassadrices SUAWE, Mme Kate FOTSO, PDG de Telcar, Cocoa (SUAWE2019), et Mme Nathalie BITHO, Présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie Togo (SUAWE2023).

« Si Mama Kate -ndlr : Mme Kate Fotso- l'a fait, alors je peux le faire » a témoigné le récipiendaire durant la Master Class sur le Thème « Entrepreneuriat féminin : Accélérateur de croissance inclusive » aux côtés des ambassadrices SUAWE, Mmes Kate FOSTO et Nathalie BITHO. Une séance exceptionnelle de partage d'expérience qui a marqué les esprits.

Les formations sur les « **Enjeux d'adaptation de l'agriculture camerounaise** » et sur « **Entrepreneuriat et Trade** », brillamment assurées par M. Riad BALAGHI de la Fondation Initiative AAA - Adaptation de l'Agriculture Africaine, et Mme Sanaa DRISSI ALAMI - Directrice du Trade Finance, FI & Correspondent Banking, groupe Attijariwafa bank, ont donné l'occasion aux participants d'identifier des opportunités effectives de collaboration et d'investissement entre opérateurs économiques.

Pour rappel, le programme SUAWE est une initiative du Club Afrique Développement du groupe Attijariwafa bank, visant la promotion de l'entrepreneuriat féminin sur le Continent, fer de lance de la croissance et du développement.



CONSTRUISSONS ENSEMBLE
NOTRE RÉSEAU D'OPPORTUNITÉS

À propos du Club Afrique Développement

Le Club Afrique Développement (CAD) du groupe Attijariwafa bank est une plateforme fédérant les communautés d'affaires, dirigeants, représentants publics en vue de catalyser les opportunités d'affaires, de dynamiser de manière pragmatique les investissements à l'échelle du Continent. Il a regroupé plus de 21 000 participants provenant de 40 pays africains et de partenaires internationaux, avec plus de 4 500 membres actifs et prescripteurs. Ce réseau hautement qualifié a également facilité la concrétisation de plus de 25 700 rencontres B2B structurées et soutenues, couvrant des secteurs clés tels que l'agro-industrie, les BTP, la santé, l'énergie, les télécommunications, ainsi que les industries manufacturières, minières et extractives. De surcroît, cette plateforme a orchestré avec succès 37 missions multisectorielles en étroite collaboration avec les 15 filiales du Groupe en Afrique, en plus de six éditions du Forum International Afrique Développement, plateforme de référence des échanges et de catalyse des opportunités à l'échelle du continent.

À propos de l'Initiative pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine

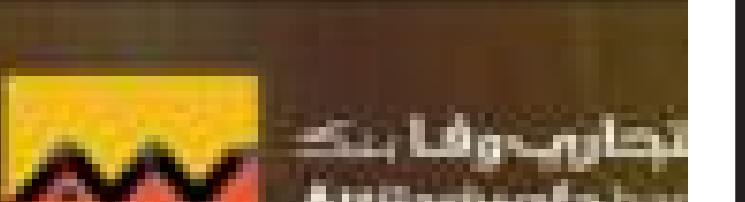
Lancée en 2016 par le Royaume du Maroc, l'Initiative AAA pour l'Adaptation de l'Agriculture Africaine, a pour objectif de fédérer les énergies et les moyens financiers pour renforcer la résilience des agricultures africaines, alors que celles-ci demeurent largement négligées dans les financements climatiques internationaux. Elle est dotée d'un mandat politique fort de l'Union Africaine, et se structure autour de quatre axes stratégiques : développer les capacités des pays à planifier et mettre en œuvre des projets climato-résilients pour une agriculture durable ; mobiliser des fonds additionnels auprès des bailleurs publics et privés ; favoriser l'échange de bonnes pratiques par la coopération Sud-Sud et triangulaire ; intégrer pleinement l'adaptation de l'agriculture dans les stratégies nationales et les négociations internationales.

À propos de SCB Cameroun

Filiale du groupe Attijariwafa bank, SCB Cameroun emploie près de 600 collaborateurs au service de plus de 210 000 clients. Elle est présente dans 28 villes des 10 régions du pays avec 54 agences (dont 2 centres d'affaires et 2 banques privées), 4 bureaux périodiques et 115 guichets automatiques.

Contact Presse - groupe Attijariwafa bank

M. Jalil Kadiri
Responsable média, relations presse et veille
Mobile : 00212 662153927
Email : j.kadiri@attijariwafa.com



SOURCE DU PAYS

EAU MINÉRALE NATURELLE ET BOISSON RAFRAÎCHISSANTE

Douala le 21 Décembre 2023

Objet: Note information

La célébration du quarantenaire se poursuit à La société SOURCE DU PAYS qui a le plaisir de porter à la connaissance de son aimable clientèle, de ses très chers consommateurs et de l'opinion publique, qu'à leur tour les formats 0.33 l et 1 litre de l'eau minérale naturelle SUPERMONT changent d'emballage à l'instar du format 0,5l.



Les nouvelles bouteilles seront progressivement présentes sur le marché national et international.

L'eau minérale naturelle SUPERMONT réserve de multiples surprises aux consommateurs courant 2024



SOURCE DU PAYS S.A.
EAU MINÉRALE NATURELLE
Boissons Gazeuses non Alcoolisées
B.P. 914 DOUALA
CAMEROUN

Le Directeur General
Mohamed SAHÉLY



BP 914, Cameroun - Tél: +237 656 99 51 45 - 678 40 40 40

RC N°00061. CONTRIBUTABLE N°M078200004171M. STATISTIQUES : 25113101F. www.sourcedupays.com

PARADOXES DU 1ER MAI

Sous-emploi, chômage et précarité



Le Cameroun à l'instar des autres pays, a célébré ce 1er mai 2024, la fête internationale du travail dans un contexte où la plupart des travailleurs tirent le diable par la queue. Pire, d'autres sont au chômage. C'est le cas des travailleurs dans les ateliers de soudure, de broderie. Si pour les uns, la perte d'emploi ou le ralenti des activités est liée à une décision politique, les autres doivent leur précarité aux coupures d'électricité d'Eneo. Lire le coup de gueule de l'universitaire Sosthène Fouda.

Le Cameroun à l'instar des autres pays, a célébré ce 1er mai 2024, la fête internationale du travail.

Cette année, la journée dédiée aux travailleurs est célébrée dans un contexte où la plupart des travailleurs tirent le diable par la queue. Pire, d'autres sont au chômage. C'est le cas des travailleurs dans les ateliers de soudure, de broderie, les prestations de services et même les hommes de médias. Si pour les uns, la perte d'emploi ou le ralenti des activités est liée à une décision politique, les autres doivent leur précarité aux coupures d'électricité d'Eneo. Dans les deux cas, certains travailleurs consciencieux saisissent la journée internationale des travailleurs pour interpeller l'Etat.

« Je travaille sans contrepartie (salaire), juste pour ne pas rester à la maison à mon âge. Les journées on vient s'asseoir sans courant et sans clients. Le peu de travail qu'on arrive à faire, c'est avec des groupes électrogènes qui coûtent à la prestation pour peu de revenus. Et nous sommes obligés de travailler

toute la nuit pour honorer le peu de commande. Par conséquent, de travailleurs, nous sommes passés à des chômeurs par la faute de notre propre gouvernement. Non seulement il ne peut pas employer tout le monde, et maintenant il ne fait pas aussi en sorte de rendre les conditions de créations d'emplois favorables aux jeunes employeurs », a déploré Alexis, calligraphe dans une prestation de la place.

Alain, journaliste, et plusieurs de ses pairs célèbrent ce 1er mai avec un sentiment de tristesse et de désolation: « Je travaille depuis 3 mois sans salaire. Cette précarité est due à la situation que traverse notre média muselé par la volonté manifeste des autorités. Mais je continue à travailler espérant que les choses vont changer un jour. Nous célébrons cette fête avec un sentiment de tristesse et désolation, puisque nos emplois sont menacés. Donc, mon message à l'encontre des autorités est de sub-

ventionner notre média et l'ensemble de la presse », a-t-il plaidé.

Pour Mamadou, soudeur, le mot chômeur nous irait mieux avec cette situation de délestage. « Nos moyens ne nous permettent même pas de travailler avec des groupes électrogènes. Donc, au lieu de mettre des millions dans des cérémonies inutiles pour célébrer les travailleurs, c'est mieux de les soutenir avec cet argent pour garder les emplois. On est obligé de scier des barres la journée et de souder la nuit quand le courant vient », a-t-il expliqué.

Au moment où, certains travailleurs célèbrent cette journée déclarée chromée et payée par l'Etat, d'autres travailleurs chôment depuis un moment sans être payés.

VINCENT SOSTHÈNE FOU DA

« Le 1er mai n'est pas une fête mais un temps de prise de conscience »

L'homme politique jette un regard panoramique sur la situation du travail de notre pays.

Tout va mal nous sommes plombés par l'inflation, la Cicam a fermé et les entreprises n'ont pas pu faire leur pague du 1ER mai, les robinets sont sans eaux, les hôpitaux sont vides de médicament mais pleins de patients, les marmites sont vides, les maisons sont pleines de diplômés et de chômeurs. Discourir ne sert à rien.

L'augmentation du coût de la vie et de l'inflation ont des impacts importants et multiples sur une grande partie de la population. Travailleurs et non travailleurs sont tous dans une situation financière précaire. Dire précaire c'est refuser de baisser les bras. Regardons autour de nous, un grand nombre de femmes et d'hommes peinent à joindre les deux bouts. Personne n'arrive plus dans ce pays à combler des besoins de base pour lui-même, pour ses proches et sa famille.

Se loger, se nourrir, se soigner et se déplacer deviennent des défis de tous les jours pour un nombre grandissant d'hommes et de femmes de notre pays, des travailleuses et de travailleurs, des sans-emploi comme pour les chômeurs. Pendant ce temps, ce sont encore les mêmes personnes, les riches cette petite poignée dans un enclos de fortunes, qui en profite allègrement et se remplit les poches sans scrupules. Il est grand temps que nous en prenons conscience pour obliger le gouvernement à gouverner dans l'intérêt du plus grand nombre! Sinon vous savez tous ce que nous devons faire.

Ne pas profiter de l'inflation... et avoir de la difficulté à se nourrir...

La hausse des prix des aliments est un enjeu de tous les jours dans ce pays. Tenez un bon kilogramme de poisson est à cinq mille francs, un tas de manioc est à 1 500 Francs, regardons ensemble le prix du kilogramme de riz qui s'impose à nous comme aliment de base. Le prix du taxi, qui peut dire qu'il paie vraiment 350 pour son déplacement dans nos villes. Tu donnes tes 500 Francs et on ne te rembourse rien. C'est la survie oui le coût du panier de la ménagère 'épicerie ne cesse d'augmenter alors que l'îlot, l'enclos des riches ne cesse de se barricader encore plus.

Où est passé la solidarité dans ce pays... Pour le libéralisme communautaire dès son ouverture nous dit « que la richesse du pays reste



inéquitablement répartie entre les diverses couches de la population. Dans cette inégale répartition, comment ne pas souligner le cas des travailleurs de la terre, les agriculteurs, qui ne bénéficient pas, comme ils le devraient, des fruits de leur dur labeur ? » Venir en aide aux plus pauvres d'entre nous est d'abord un engagement politique et une éthique ancestrale. Dans nos marchés qui ne voit pas ce qui se passe? Qui ne voit pas que beaucoup d'entre nous faisons nos courses dans les poubelles publiques? Est-il normal que dans le programme de décentralisation des mécanismes de solidarité, des banques alimentaires, des épiceries solidaires ne voient pas le jour? Poser la question, c'est y répondre. Il est grand temps que le gouvernement Dion Nguté gouverne dans l'intérêt du plus grand nombre!

Ne pas profiter de l'inflation... et avoir de la difficulté à se loger

Avoir accès à un toit est un droit et non un privilège. Ou sont passés les logements dits sociaux dans nos villes? Peut-on nous dire de combien de maisons dispose la SIC et quelle est la répartition de ces logements sur le territoire national, dans les régions? Pourquoi ces chiffres ne sont pas publics? Alors pourquoi une telle omerta?

C'est donc normal aujourd'hui d'assister à une flambée du prix des logements, à de la surenchère, aux méthodes douteuses de certains propriétaires. Avec quoi allons-nous vous payer? Messieurs les ministres messieurs les DG, nous savons que vous avez tout dans vos enclos, que le pays est à vous, que vous êtes détenteurs de dizaines de titres fonciers, que vous êtes propriétaires des dizaines d'immeubles. Logez les camerounais tant qu'il est encore temps, c'est dans et pour votre intérêt car la digue de politesse risque de céder plus vite que

vous ne l'avez imaginé.

Ne pas profiter de l'inflation... et avoir de la difficulté à se déplacer

Pouvoir se déplacer librement sur le territoire est un gage important permettant l'épanouissement individuel et collectif. Regardez l'état de nos routes. Regardons la flambée du coût de l'essence ou les transports en commun déficients et de plus en plus chers. Ne voyez-vous pas que, tous ces facteurs ont un impact économique et social sur les individus? La mobilité permet d'exercer les droits fondamentaux comme le droit au travail, le droit à l'éducation et bien d'autres.

Il est grand temps que le gouver-

nement gouverne dans l'intérêt du plus grand nombre! Regardez la jeunesse camerounaise, elle n'est pas un troupeau passager mais un vent qui reste, elle n'ira pas toute dans le désert de l'immigration, aucun jeune ne devrait prononcer la phrase suivante : Je veux un visa pour partir n'importe où. Cette phrase est votre échec, l'échec de votre enclos alors oui le 1er mai n'est pas une fête mais une prise de conscience collective que tout doit changer maintenant.

Le 1er Mai 2024 Message du MCPSD

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix-Travail-Patrie REGION DE L'EXTREME-NORD DEPARTEMENT DU DIAMARE LAMIDAT DE MAROUA Tél : 691 91 68 68		REPUBLIC OF CAMEROON Peace-Work-Fatherland FAR-NORTH REGION DIAMARE DIVISION LAMIDAT OF MAROUA TEL : 691 91 68 68
N° _____ /L/LMDT/MRA 0000052		
Maroua, le 9 AVR 2024		
COMMUNIQUÉ RADIO-PRESSE		
Le Lamido de Maroua porte à la connaissance de l'opinion publique que compte tenue de la canicule qui sévit en ce moment, les populations sont invitées à observer les mesures suivantes :		
1- Ne pas s'exposer au soleil ; 2- Boire beaucoup d'eau ; 3- Sortir qu'en cas de nécessité ; 4- Se rapprocher d'une institution sanitaire la plus proche en cas de petite malaise.		
Le Lamido demande aux populations d'invoquer ALLAH le Tout Puissant afin de faciliter le retour des pluies et de protéger la communauté.		
Ampliations : - PREFET DU DIAMARE/ATCR - SOUS-PREFET MAROUA 1,2,3/ATCR - MEDIA/ POUR LARGE DIFFUSION - DOSSIER - CHRONO/ARCHIVE		
 Sa Majesté Abdoulaye Herina Bakari Lamido de Maroua		

CLÉMENCE PUBLIQUE AU CAMEROUN

Les prisonniers à l'attente de la grâce présidentielle depuis plus de 10 ans

Cette révélation a été faite par le journal La Voix Des Décideurs dans sa dernière livraison qui a publié une enquête exclusive sur la rareté des grâces présidentielles attendues par les prisonniers camerounais depuis plus de 10 ans. Afrique54 vous livre cet article qui évoque les évacuations sanitaires controversées au lendemain du cri de Marafa Hamidou Yaya qui dit être « une menace » pour le régime de Yaoundé.

Alors que chaque fin d'année, les prisonniers de plusieurs pays bénéficient des remises de peine, conséquence de la grâce présidentielle, les prisonniers camerounais sont en attente depuis une décennie, à côté des évacuations sanitaires controversées et de plusieurs arrêts de poursuites judiciaires qui sont une autre manifestation de la clémence du Chef de l'Etat Paul Biya. Révélation exclusive sur les grâces accordées en 42 ans de règne.

Le droit de grâce du chef de l'Etat est reconnu par la Constitution du 18 janvier 1996 qui dispose en son article 8, alinéa 7, que le président de la



République : « exerce le droit de grâce après avis du Conseil supérieur de la magistrature ». Ce geste intervient généralement au Cameroun à l'occasion de grands événements. Depuis 2014, la population carcérale camerounaise a les yeux tournés vers Etoudi à l'attente d'une éventuelle grâce présidentielle. Cet espoir s'évanouit toujours à la fin du traditionnel discours de fin d'année du président de la République. Quand la clémence publique se fait rare Grâce présidentielle, amnistie, remise de peine sont des instruments de clémence publique. Mais en 41 ans de règne, cet instrument semble être utilisé avec parcimonie par le pouvoir de Yaoundé qui n'en abuse point.

Depuis 1982...

Depuis 1982, et en dehors de l'armistice accordé aux responsables du putsch du 6 avril 1984 signé en 1991, la

clémence du chef de l'Etat se fait rare. Elle a une fois de plus été utilisée dans l'affaire du Messenger en accordant une mesure de grâce à Pius Njawé, en 2008 après les « émeutes de la faim » et en 2014. En effet, le 20 mai 2008 le chef de l'Etat signera, deux décrets portant l'un, commutation et l'autre remise de peines des personnes condamnées à des peines privatives de liberté. Le décret stipulait : « des remises de peines sont accordées à la date de signature du présent décret aux personnes définitivement condamnées dans le cadre des mouvements d'humeur de février 2008 ».

Sur les 576 jeunes traduits devant les tribunaux de première instance de Bonanjo et Ndokoti, 110 avaient été relaxés lors des audiences et 221 condamnés ont bénéficié de la grâce présidentielle. De même, le 17 février 2014 à l'occasion de la célébration du

Cinquantième de la Réunification du Cameroun, un décret portant commutation et remise de peines au bénéfice des personnes condamnées et détenues pour infractions diverses. C'est ce décret qui a permis à Michel Thierry Atangana et Titus Edzoa de recouvrer la liberté après 17 ans de prison.

...Moins de cinq grâces

Mathématiquement, moins de cinq grâces ont été accordées aux prisonniers camerounais en 42 ans. Pourtant ce pouvoir constitutionnel permet au président de mettre fin à des injustices flagrantes lorsqu'il s'agit des libertés, des droits de l'homme et du citoyen. Pris en vertu du pouvoir régalié et des prérogatives que lui confère la Constitution, cet acte de mansuétude et d'humanisme semble ne pas être la priorité des gouvernants camerounais. Cet état de chose en dit long sur le manque de clémence d'un régime qui a parfois du mal à retrouver un visage humain face aux souffrances d'une société qui a mal à son existence au quotidien.

Évacuation sanitaire ou grâce présidentielle ?

Le non usage de la mesure de grâce a laissé cours à d'autres pratiques pour élargir certains prisonniers dit de « luxe » à travers les arrêts de poursuites judiciaires et des évacuations sanitaires. Ces mesures ont été appliquées aux combattants sécessionnistes de la crise anglophone pour ce qui est de l'arrêt des poursuites judiciaires ainsi qu'à certains opposants politiques et critiques du régime.

Le message de Marlyse Rose TONGO DOUALA BELL, la Mangon Nationale à l'occasion de la Célébration de la 138e célébration de la journée internationale du travail

Chers tous, mes chers camarades,

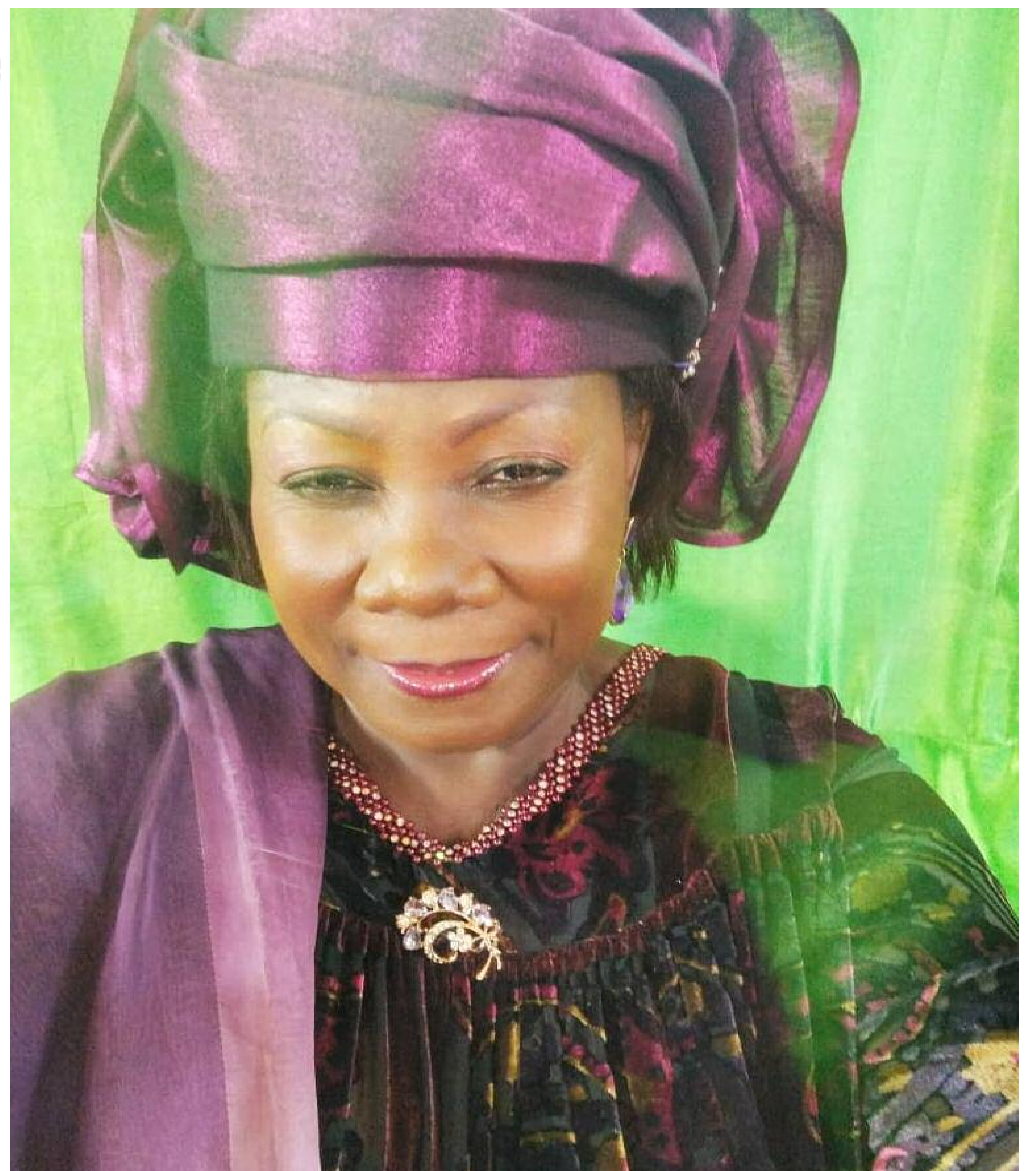
Le Président Paul Biya œuvre depuis une quarantaine d'années pour un Cameroun paisible et prospère. Le Dialogue social au sein de l'entreprise constitue un puissant levier de la Paix sociale au Cameroun.

Top management et managers soyez à l'écoute des travailleurs. Ils constituent l'équipe, les partenaires sans lesquels vous ne pourrez pas atteindre vos résul-

tats.

*travailleurs ne sciez pas la branche sur laquelle vous êtes assis. Faites vous représenter par des délégués populaires certes, empathiques, oui, mais surtout capables de comprendre les enjeux et les challenges de l'entreprise. Surtout capable de dealer efficacement avec le Top management.

Bonne fête à tous.



Le banquier Ange Ngandjo invite Paul Biya à prendre sa retraite, ce qui va attirer des investisseurs, relancer l'économie, améliorer l'environnement des affaires...

Dans cette lettre ouverte au chef de l'Etat Paul Biya [au pouvoir depuis le 6 novembre 1982, Ndlr] analyse, chiffres à l'appui, ce qui pourrait conduire le Cameroun à accéder aux financements nécessaires à son développement socio-économique.

LETTRE OUVERTE À S.E.M. PAUL BIYA, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN.

Objet: Appel à la retraite, ouverture et transparence du processus de transition pour assurer la matérialisation de la vision d'émergence du Cameroun à l'horizon 2035.

Son Excellence Monsieur le Président,

C'est épris de peur pour ma vie et d'inquiétude pour l'avenir du Cameroun, que le jeune trentenaire, Banquier-Consultant que je suis, vous adresse révérencieusement cette lettre ouverte qui va à l'encontre des appels à votre candidature pour l'élection présidentielle 2025, lancés depuis quelque temps sur l'étendue du territoire national par vos laudateurs. Une candidature de trop, qui pourrait détruire tous les efforts que vous avez entrepris jusqu'ici pour faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035. Je parle d'efforts, car il me souvient qu'en Décembre 2018 lors de votre traditionnel discours de fin d'année adressé à la nation, vous nous avez rassurés de ce que le Cameroun sera un pays émergent dans une quinzaine d'années, correspondant selon vous à l'aboutissement d'une « *stratégie de développement articulée en trois temps : les grandes ambitions, les grandes réalisations et les grandes opportunités* », dont la dernière étape, vous l'espériez, devrait nous conduire au seuil de l'émergence, traçant ainsi la feuille de route du nouveau septennat dit des « *Grandes opportunités* » dans lequel nous entrons. C'est cette feuille de route, dont l'objectif principal de l'action gouvernementale demeure l'accès à l'émergence à l'horizon 2035, qui avait été présentée par vous, lors de votre communication spéciale au cours du conseil des ministres du 16 janvier 2019 au Palais de l'Unité.

Nous voici presque qu'au soir de ce septennat, et votre programme a été fragilisé par entre autres, la crise dite « anglophone » des régions du Nord-Ouest et Sud-Ouest, la crise de la COVID-19, la mauvaise répu-



tation de la gouvernance camerounaise qui a d'ailleurs conduit récemment et en moins d'un an à l'inscription du Cameroun sur la liste grise du GAFI (Groupe d'Action Financière) et son exclusion de l'initiative ITIE (initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives), ralentissant ainsi la matérialisation de la vision d'émergence du Cameroun à l'horizon 2035, or une vision exceptionnelle du fait de sa modélisation. Mais j'ai bien peur Excellence de vous dire en toute franchise et humblement, qu'aujourd'hui, en l'état actuel du pays et de ses réalités, vous représentez malheureusement, plus un frein à sa matérialisation qu'un atout. Pourquoi ?

L'atteinte par le Cameroun du stade de pays émergent, a été axée autour de deux programmes de transformation structurelle, dont le

premier allait de 2010 à 2020 et était contenu dans le DSCE (Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi) avec pour pierre angulaire « les grands projets de première génération » ; puis le second allant de 2020 à 2030 à travers la SND 30 (Stratégie Nationale de Développement 2020-2030) dont la pierre angulaire est un ensemble de soixante-douze (72) projets d'infrastructures productives baptisées « *grands projets de deuxième génération* », répartis dans huit (08) domaines précis. Sur ces soixante-douze (72) projets, les coûts de réalisation de soixante-six (66) d'entre eux ont été évalués, portant ainsi en fin 2023, le besoin en financement de la matérialisation de l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035 à 42 672,6 milliards de francs CFA, répartis ainsi qu'il suit :

1 37 631,2 milliards de francs

CFA, soit 88,186%, pour les 48 projets dont les coûts de réalisation ont été évalués sur les 53 projets envisagés en modèle PPP (Partenariat Public-Privé) ;

1 5 041,4 milliards de francs CFA, soit 11,814%, pour les 18 projets dont les coûts de réalisation ont été évalués sur les 19 projets envisagés en modèle MOP (Maîtrise d'Ouvrage Publique).

Cette répartition présente à suffisance, via le poids des besoins en financement en modèle PPP, notre quête d'investisseurs privés (nationaux et internationaux) dans l'accompagnement du Cameroun à la matérialisation de son émergence à l'horizon 2035. Et nous ne pouvons pas satisfaire ce besoin exclusivement avec l'apport des investisseurs privés nationaux dont la mobilisation pour financer la croissance de l'économie à long terme ne peut pas produire plus de 1000 milliards de francs CFA en un tour de table, sachant que les principaux acteurs ayant la capacité de financer l'économie à long terme sont la CNPS (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale) et les Assurances du Cameroun du fait de leurs produits de mobilisation de l'épargne à long terme, et très faiblement les banques du fait de leur contrainte en capital. Une situation qui nous contraint à nouer des partenariats avec des investisseurs internationaux privés. Or pour y parvenir, nous devons remplir des conditions, gages d'attractivité de ces investisseurs internationaux privés, parmi lesquelles :

1. Avoir un leader avec une santé, une capacité physique irréprochables et n'étant pas en âge très avancé, car les corolaires du contraire de ceux-ci sont :

2. Un président âgé pourrait être perçu comme étant moins en phase avec les défis et les opportunités modernes auxquels le pays est confronté, ce qui pourrait influencer négativement la confiance des investisseurs dans la capacité du pays à rester compétitif sur la scène internationale ;

3. L'absence de perspective de long terme en raison de l'âge avancé du président pourrait également susciter des préoccupations chez les investisseurs quant à la stabilité politique et économique à long terme du pays ;

4. Manque de vision à long terme : Un président âgé pourrait être moins enclin à adopter des politiques et des réformes audacieuses nécessaires pour stimuler le développement économique à long terme, ce qui pourrait dissuader les

investisseurs cherchant un engagement à long terme dans le pays ;

5. Résistance au changement : Les investisseurs pourraient craindre que le président âgé soit moins disposé ou capable d'adopter des pratiques innovantes et des réformes nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires et favoriser l'investissement étranger ;

6. Incertitude politique : L'âge avancé du président pourrait susciter des préoccupations quant à la stabilité politique à moyen terme, car les investisseurs pourraient craindre l'incertitude liée à une éventuelle transition de pouvoir en raison de problèmes de santé ou de l'âge avancé du dirigeant et sa capacité à assumer pleinement ses responsabilités ;

7. Perte de confiance : Les investisseurs pourraient percevoir un président âgé comme étant moins capable à maintenir la confiance du public et des acteurs économiques, ce qui pourrait affecter négativement le climat d'investissement dans le pays ;

8. l'âge avancé d'un président peut également soulever des questions concernant sa capacité à s'engager pleinement dans la gestion quotidienne des affaires publiques. Les investisseurs et les acteurs du marché pourraient s'inquiéter de l'efficacité opérationnelle du gouvernement dans la mise en œuvre des projets PPP et dans la gestion des défis et des risques potentiels associés à ces projets.

9. La transparence et la certitude doivent entourer les processus de transition politique et de succession présidentielle, car l'attractivité du pays sur le marché financier et bancaire global pourrait également être affectée par l'incertitude entourant la transition politique éventuelle et la capacité du prochain leadership à maintenir le cap sur les projets structurants, introduisant des éléments d'instabilité et de risque politique dans l'équation.

10. Une image de qualité du pays sur la scène internationale, celle-ci étant influencée par la perception de la capacité du leadership à représenter adéquatement le pays dans les négociations et les partenariats internationaux. Des questions pourraient se poser quant à la capacité du président à entretenir des relations internationales fructueuses et à favoriser un climat propice aux investissements étrangers. il est important que les investisseurs perçoivent un leadership fort, capable et engagé pour maintenir l'attrait du pays sur les marchés financiers mondiaux, en particulier lorsqu'il s'agit de promouvoir des projets structurants à travers des modèles tels que les PPP.

11. Etc.

Fort de ces quelques conditions, vous conviendrez avec moi, Son Excellence Monsieur le Président,

que votre âge très avancé, l'absence de clarté et de lisibilité sur le profil de votre potentiel successeur à la tête de l'État, votre absence personnelle régulière aux fora et autres rencontres économiques (lieux de vente par excellence des qualités de nos projets PPP et notre marché), sans parler de votre forte culture de silence, ne favorisent pas la certitude de l'émergence à l'horizon 2035 du Cameroun, du fait de votre profil peu vendeur auprès des investisseurs. Voilà pourquoi Son Excellence Monsieur le Président, bien que la question de votre retraite soit un sujet délicat et complexe, surtout lorsqu'il s'agit de maintenir la stabilité politique et la continuité des politiques dans un pays, si vous avez cru un jour fermement à cette vision d'émergence, je vous exhorte à préparer votre prise de retraite en 2025, à ouvrir et à assurer la transparence du processus de transition à la tête du pays, pour assurer la matérialisation de la vision d'émergence du Cameroun à l'horizon 2035 en tenant compte des intérêts supérieurs du pays, car si le prochain septennat ne sert pas à lancer les projets d'infrastructures productives baptisées « grands projets de deuxième génération », le Cameroun ne saurait prétendre à l'horizon 2035 au statut de pays émergent. Dans le cadre des projets basés sur des modèles PPP, une transition politique ordonnée peut jouer un rôle crucial dans le maintien de la confiance des investisseurs et dans l'assurance d'un environnement favorable à la réalisation de ces projets. Il est important que le public ait une compréhension générale du processus de transition et des garanties démocratiques qui l'entourent, afin de préserver la légitimité du nouveau leadership.

Il y va de l'intérêt du Cameroun et de sa population constituée de jeunes à près de 70%, dont l'absence d'opportunités d'emplois et de carrières décentes, les exposent à l'immigration clandestine, or cette jeunesse constitue plusieurs avantages pour le pays et les investisseurs en termes d'économie et de développement. Tout d'abord, une main-d'œuvre jeune peut être plus dynamique et adaptable, ce qui peut stimuler la croissance économique en rendant les entreprises plus compétitives sur le marché mondial. Les jeunes travailleurs ont souvent une plus grande propension à l'innovation et à l'entrepreneuriat, ce qui peut favoriser la création d'emplois et de nouvelles entreprises. De plus, une population jeune signifie généralement un plus grand nombre de personnes en âge de travailler par rapport aux personnes dépendantes (enfants et personnes âgées), ce qui peut potentiellement réduire la pression sur les systèmes de sécurité sociale et de

santé. Les investisseurs peuvent voir dans une population jeune un potentiel de croissance économique à long terme, car ces jeunes travailleurs peuvent contribuer à l'expansion des entreprises et à l'innovation. De plus, une population jeune est souvent synonyme d'une demande croissante de biens de consommation, de logements, d'éducation, de divertissement et de services, ce qui peut créer des opportunités d'investissement dans divers secteurs économiques.

Son Excellence Monsieur le Président, je ne peux que vous exhorter davantage à nous permettre à voir plus clair dans l'après vous à la tête du pays, afin de mieux nous préparer à faire un choix judicieux de votre remplaçant à la tête du pays et nous outiller en conséquence pour l'accompagner, rôle constitutionnel dévolu aux moins de 35 ans. Si non, il serait intéressant que vous engagiez des réformes politiques et constitutionnel afin que des moins de 35 ans soient également éligibles à cette prestigieuse fonction, pour présenter la vision qu'ont les plus jeunes du Cameroun et leur potentiel programme de développement de celui-ci, d'autant plus que nous constituons la majorité de la population.

Ce choix judicieux devra être un candidat permettant au secteur privé de mieux participer à l'accompagnement du Cameroun à son émergence, d'autant plus que ce secteur privé a récemment fait fi de ses divisions en resserrant ses rangs autour d'une vision commune portée par le GECAM; un candidat permettant à la société civile d'être mieux impliquée dans la promotion de la bonne gouvernance par l'ensemble des parties prenantes (publique ou privée), ce que l'initiative ITIE nous reproche au regard de la note de 30/100 que nous avons obtenu au titre de l'engagement des OSC (Organismes de la Société Civile) et de la bonne gouvernance, justifiant entre autres notre exclusion de ladite initiative; Un candidat qui tient à la transparence, vous pouvez l'y encourager en signant le décret d'application de l'article 66 de notre constitution ; un candidat ayant en priorité l'humanisme, la lutte contre l'impunité et la lutte contre l'incivisme, il en va de la réputation du Cameroun ; Un candidat qui convaincra nos chers enseignants qu'ils ont leur place au Cameroun et que sans eux, nous ne pouvons rien bâtir de puissant d'autant plus que l'un des axes du DSCE était l'éducation et la formation; Un candidat qui convaincra nos médecins, infirmiers et autres acteurs de la santé que s'investir dans le développement d'un système de santé camerounais solide et prospère est plus que primordial pour assurer l'émergence du Cameroun ; etc.

J'aurai aimé vous dire tout ceci au cours d'une audience, mais ma génération est convaincue de ce que vous êtes d'une inaccessibilité indescriptible. Pourquoi cette distance ? Qui nous enseignera les défis propres à votre riche carrière ? Afin que nous soyons suffisamment outillés face aux défis à venir. Pensez à nous laisser vos mémoires. Quoi de mieux qu'une retraite méritée pour les rédiger ?

Vous en souhaitant bonne réception, recevez, Son Excellence Monsieur le Président, l'expression de mes meilleures salutations.

Révérencieusement.

**Par M. Ange NGANDJO
(Banquier-Consultant), Jeudi 25
Avril 2024.**



**DIRECTEUR DE LA
PUBLICATION**
Alphonse AYISSI ABENA

ASSISTANTS
Ferdinand NDEM
Henry MOUYEBE

COMITÉ DE RÉDACTION
Hugues EDIMO
Raphaël NGO'O
Valentin ABENA

PRODUCTION
Fondation Camerounaise des
Consommateurs

COMMERCIAUX
Anne Gabrielle IMBIKO
Chrystelle EPOUPE

**CONCEPTION
GRAPHIQUE**
Turbo Claude

Impression
JVGRAF

Distribution
Ets 3A

CONTACTS
699 52 87 06
694 18 75 03

Alimentation halal

En arabe, le terme « halal » signifie « licite » et désigne tout ce qui est autorisé par la loi islamique. Un musulman mangera donc des aliments halal ainsi que des produits transformés certifiés halal mais ne mangera ni porc ni aliment contenant du sang considérés comme impurs. Les viandes autorisées seront abattues selon un rituel religieux précis. Le point maintenant sur l'alimentation halal.

Alimentation halal : qu'est-ce que c'est ?

Manger halal, c'est consommer des aliments permis par l'Islam. À l'inverse, un aliment « *haram* » est impur et interdit pour tout musulman. Un aliment halal ne doit pas avoir été préparé, transformé, transporté ou entreposé à l'aide d'instruments ou d'installations non conformes à la loi islamique. Au delà de la nourriture, le mot halal désigne tout ce qui est autorisé par la loi islamique appelée *charia*.

Les aliments interdits par la loi islamique sont :

- Le porc et le sanglier.
- Les aliments contenant du sang.
- Les animaux vivant aussi bien sur terre que dans l'eau tels que les grenouilles.
- Les animaux aquatiques venimeux et dangereux.
- Le vin et toute bois-

son alcoolisée.

- Les produits industriels non certifiés halal qui pourraient contenir des additifs interdits tels que le colorant E120 (rouge cochenille) et les émulsifiants E471 et E472 qui peuvent être fabriqués à partir de graisses animales ou encore la gélatine animale (à base de porc) ou l'alcool.

Dans tous les cas, veillez à bien lire les étiquettes pour être sûr que l'alimentation est bien halal. Attention ainsi à tout produit pouvant en contenir : les bonbons, les préparations pour entremets, les gâteaux.

Conditions d'abattage d'une viande halal

Le terme halal s'applique à l'alimentation mais aussi plus largement aux habitudes de vie selon la loi islamique. L'abattage des animaux en fait partie et correspond à un rituel bien précis.

Abattage halal ou dhabihah

L'abattage halal respecte le rituel de la dhabihah (nom arabe de la méthode d'abattage) qui préconise d'égorger un animal vivant, non étourdi au préalable :

- L'abattage consiste à couper la trachée, l'œsophage et les principales artères et veines situées dans la région du cou, à l'aide d'un couteau bien aiguisé. La moelle épinière ne doit pas être touchée.
- Lors de l'abattage, l'animal doit être égorgé face à la Mecque par un

sacrificateur musulman qualifié, qui prononce la formule rituelle au moment du sacrifice « *Au nom de dieu, dieu est grand* ».

- L'immobilisation de l'animal est obligatoire.

Abattage halal, autorisé par l'État Français

Alors que l'étourdissement des animaux est obligatoire au moment de la saignée afin d'éviter au maximum la douleur, selon la loi française depuis 1964, l'abattage rituel a bénéficié d'une dérogation dans le cadre du libre exercice des cultes. Cette dérogation par décret autorise donc les sacrificateurs à égorger les bêtes en pleine conscience.

En France, 218 établissements sont agréés pour pratiquer les abattages rituels. Les sacrificateurs pratiquant la saignée sacrificielle de l'animal sont habilités par un organisme religieux, agréé par le Ministère de l'agriculture selon les arrêtés du 15/12/1994 et 27/06/1996.

La certification halal est délivrée par trois mosquées (Paris, Evry et Lyon) mais certaines entreprises privées ont imposé leur label de certification. Ainsi, la Société française de contrôle de la viande halal est un organisme professionnel et indépendant de contrôle du respect du rite halal. La viande halal peut être tracée par des organismes certificateurs spécialisés mais selon des règles parfois différen-

tes. L'AVS (À votre service) est l'un d'entre eux.

Abattage halal en Europe

Depuis janvier 2017, les Pays-Bas ont adopté des règles plus strictes : les abattoirs halal (et casher) sont obligés d'étourdir l'animal si celui-ci n'a pas perdu connaissance dans les quarante secondes qui suivent l'égorgeage.

En revanche, en Suisse, au Danemark ou en Norvège, l'abattage rituel sans étourdissement préalable est interdit.

Quels aliments concernés par l'alimentation halal ?

Les aliments halal sont ceux permis dans la religion musulmane :

- Tous les animaux marins (poissons, crustacés, fruits de mer).
- Toutes les viandes (hormis le porc) et volailles peuvent être consommées si les animaux sont abattus de façon rituelle halal :
 - o L'animal doit être vivant au moment de l'abattage.
 - o Un couteau tranchant bien aiguisé est obligatoire et doit resté enfoncé dans l'animal pendant l'abattage.
 - o L'abattage consiste à couper la trachée, l'œsophage et les principales artères et veines situées dans la région du cou.
- Les produits transformés certifiés halal peuvent être consommés.

CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2023

Les dangers de l'industrie du simulacre

La 21e édition du Classement mondial de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RSF) révèle des évolutions majeures et parfois radicales, liées à une instabilité politique, sociale et technologique.

L'éditio

n 2023 du Classement mondial de la liberté de la presse, qui évalue les conditions d'exercice du journalisme dans 180 pays et territoires, est publiée à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, le 3 mai. Il apparaît que la situation est "très grave" dans 31 pays, "difficile" dans 42 et "problématique" dans 55, alors qu'elle est "bonne" ou "plutôt bonne" dans 52 pays. Autrement dit, les conditions d'exercice du journalisme sont mauvaises dans 7 pays sur 10 et satisfaisantes dans seulement 3 pays sur 10.

État de la liberté de la presse dans le monde en 2023

Évolution des 180 pays et territoires évalués par RSF depuis 2013

La Norvège conserve sa première place pour la 7e année consécutive. Une fois n'est pas coutume, un pays non nordique est placé en seconde position, à savoir l'Irlande (2e ; +4), avant le Danemark (3e ; -1). Les Pays-Bas (6e), qui gagnent 22 places, retrouvent la position qu'ils occupaient en 2021, avant l'assassinat du journaliste Peter R. de Vries.

Le bas du Classement connaît également des changements. Le trio de fin est composé exclusivement de pays asiatiques : le Vietnam (178e), qui a parachevé sa chasse aux reporters et aux commentateurs indépendants ; la Chine (179e ; -4), plus grande prison pour les journalistes au monde et l'une des principales puissances exportatrices de contenus de propagande ; et, sans grande surprise, la Corée du Nord (180e).

"Le Classement mondial prouve l'existence d'une très grande volatilité des situations, avec des hausses et des baisses importantes, des changements inédits, par exemple la hausse de 18 places du Brésil et la chute de 31 places du Sénégal. Cette instabilité est l'effet d'une agressivité accrue du pouvoir dans de nombreux pays et d'une animosité croissante envers les journalistes sur les réseaux sociaux et dans le monde physique. La volatilité est aussi le produit de la croissance de l'industrie du simulacre, qui façonne et distribue la désinformation, et donne des outils pour la fabriquer.

Les effets de l'industrie du simulacre L'édition 2023 met en effet en lumière les effets fulgurants de l'industrie du simulacre dans l'écosystème numérique sur la liberté de la presse. Dans 118 pays, soit les deux tiers des pays évalués par le Classement, la majorité des répondants au questionnaire signalent une implication des acteurs politiques de leur pays dans les campagnes de désinformation massive ou de propagande; de manière régulière ou systématique. La différence s'estompe entre le vrai et le faux, le réel et l'artificiel, les faits et les artefacts, mettant en péril le droit à l'information. Les capacités de manipulation inédites sont utilisées pour fragiliser celles et ceux qui incarnent le journalisme de qualité, en même temps qu'elles affaiblissent le



journalisme lui-même.

Le développement spectaculaire de l'Intelligence artificielle (IA) générative bouleverse l'univers déjà fragilisé des médias, qui avaient déjà été largement mis à mal par le Web 2.0. Le propriétaire de Twitter, Elon Musk, pousse quant à lui à l'extrême une logique arbitraire et censitaire, démontrant que les plateformes sont des sables mouvants pour le journalisme.

L'industrie de la désinformation dis-sémine des productions manipulatoires à grande échelle, comme l'a prouvé une enquête du consortium Forbidden Stories, un projet incubé au sein de RSF. Et voilà que l'IA digère les contenus pour régurgiter des synthèses qui font fi de la rigueur et de la fiabilité.

La cinquième version de Midjourney, une IA qui génère des images de très haute définition, alimente les réseaux sociaux en faux de plus en plus vraisemblables et indétectables comme l'ont montré les photographies assez saisissantes de réalisme d'une arrestation musclée de Donald Trump, ou de Julian Assange dans un état végétatif, ceint d'une camisole de force, qui ont été reprises de manière virale.

Guerre de propagande

Le terrain est propice à l'expansion de la propagande de la Russie (164e), qui perd encore 9 places au Classement 2023. Tandis que Moscou a mis en place en un temps record un nouvel arsenal médiatique dédié à la propagation du discours du Kremlin dans les territoires occupés du sud de l'Ukraine, une chape de plomb s'est abattue sur les derniers médias indépendants russes, interdits, bloqués et/ou déclarés "agents de l'étranger". Les crimes de guerre commis par la Russie en Ukraine (79e) contribuent à ce que ce pays affiche l'un des plus mauvais scores de l'indicateur sécuritaire du Classement.

Hausses et baisses

Les États-Unis (45e) perdent trois places. Les répondants américains au questionnaire du Classement apparaissent négatifs sur la situation des journalistes dans le pays (cadre légal au niveau local, violence répandue), malgré la bonne volonté de l'administration Biden. L'assassinat de deux journalistes (Jeff German du Las Vegas Review Journal en 2022, et Dylan Lyons de la chaîne Spectrum News 13 en 2023), ont eu un impact négatif sur la place du pays. De son côté, le Brésil (92e) remonte de 18 places, du fait du départ de Jair Bolsonaro, dont le mandat avait été marqué par une forte hostilité contre les journalistes, et du retour au pouvoir de Lula da Silva, porteur d'une promesse d'amélioration. En Asie, d'autres alternances politiques ont aussi permis de desserrer l'étau sur la presse et expliquent quelques belles progres-

sions comme en Australie (27e ; +12), ou en Malaisie (73e ; +40).

La situation passe de "problématique" à "très grave" dans trois nouveaux pays : le Tadjikistan (153e ; -1), l'Inde (161e ; -11) et la Turquie (165e ; -16). En Inde, la captation de la presse par des oligarques proches du Premier ministre Modi met le pluralisme en péril, tandis que le régime d'Erdogan a renforcé la répression des journalistes à la veille des élections du 14 mai 2023. En Iran (177e), la répression intense du mouvement social provoqué par la mort de la jeune Mahsa Amini a fait chuter les scores des indicateurs "contexte social" et "cadre légal" du Classement.

Les baisses les plus importantes de l'édition 2023 se trouvent notamment en Afrique. Modèle régional jusqu'à il y a peu, le Sénégal (104e) perd 31 places, notamment du fait des poursuites dont ont fait l'objet les journalistes Pape Alé Niang et Pape Ndiaye et de la forte dégradation des conditions sécuritaires des journalistes. Au Maghreb, la Tunisie (121e) du président Kais Saïed, de plus en plus autoritaire et intolérante aux critiques de la presse, dévisse de 27 places. En Amérique latine, le Pérou (110e), où les journalistes payent le prix fort de l'instabilité politique persistante en étant à la fois réprimés, agressés et décrédibilisés pour être trop proches des élites politiques, perd 33 places. En Haïti (99e ; -29), la baisse est aussi principalement liée à la dégradation continue des conditions sécuritaires.

Le classement par régions

L'Europe est la région du monde où les conditions d'exercice du journalisme sont les plus faciles, notamment au sein de l'Union européenne. La situation sur le continent est cependant mitigée. L'Allemagne (21e), qui enregistre un nombre record de violences et d'interpellations de journalistes sur son territoire, perd 5 places. La Pologne (57e), où l'année 2022 a été relativement calme sur le plan de la liberté de la presse, progresse de 9 places et la France (24e) en gagne 2. La Grèce (107e), où des journalistes ont été surveillés par les services secrets et par un logiciel espion puissant, garde sa dernière place dans l'UE. Le score de la région est aussi largement impacté par les mauvais résultats de l'Asie centrale. Plusieurs pays de la zone, le Kirghizistan (122e ; -50), le Kazakhstan (134e ; -12), et l'Ouzbékistan (137e ; -4) chutent en raison du nombre croissant d'attaques contre les médias. Enfin, le Turkménistan (176e), où la censure et la surveillance ont encore été renforcées après l'élection du fils du président sortant, Serdar Berdimoukhamedov, en mars 2022, fait toujours partie des cinq derniers pays en matière de liberté de la presse.

Les Amériques n'affichent désormais plus aucun pays en vert. Le Costa Rica

(23e ; -15) qui était le dernier pays de la zone encore avec une "bonne" situation, a changé de catégorie après avoir perdu 5 points du fait d'une diminution très importante de son score politique (-15,68 points) et se positionne désormais derrière le Canada (15e ; +4). Le Mexique (128e), perd encore une place cette année et comptabilise le plus grand nombre de journalistes disparus au monde (28 en 20 ans). Cuba (172e), où la censure a repris de plus belle et où la presse est toujours un monopole d'État, reste comme en 2022, dernier de la zone.

Même si l'Afrique enregistre quelques hausses notables, comme celle du Botswana (65e) qui gagne 30 places, l'exercice du journalisme est globalement devenu plus difficile sur le continent où la situation est désormais qualifiée de "difficile" dans près de 40 % des pays (contre 33 % en 2022). C'est le cas notamment au Burkina Faso (58e), où des chaînes internationales ont été suspendues et des journalistes expulsés et plus généralement de la région du Sahel, qui est en train de devenir une "zone de non-information". Le continent a été aussi endeuillé par plusieurs assassinats de journalistes, dont celui, récemment, de Martinez Zongo au Cameroun (138e). En Érythrée (174e), la presse reste soumise à l'arbitraire absolu du président Issaias Afewerki.

La région Asie-Pacifique abrite toujours parmi les pires régimes du monde pour les journalistes. La Birmanie (173e), deuxième prison du monde pour les journalistes depuis le coup d'État de la junte militaire, et l'Afghanistan (152e), où les conditions de travail des journalistes ne cessent de se détériorer et où les femmes journalistes ont été littéralement effacées de la vie publique, restent en queue de classement.

Dernière au classement régional, la région Maghreb - Moyen-Orient reste la plus dangereuse pour les journalistes : dans plus de la moitié des pays de la zone, la situation est considérée comme "très grave". Le score très bas de certains pays comme la Syrie (175e), le Yémen (168e), ou l'Irak (167e), est dû en particulier au nombre important de journalistes disparus ou pris en otage. Malgré une hausse de la Palestine (156e) qui gagne 14 places, l'indice sécuritaire de ce pays reste très dégradé, après la mort de deux nouveaux journalistes en 2022. L'Arabie saoudite (170e) s'ancre dans la queue du Classement. Au Maghreb, l'Algérie (136e) qui a confirmé sa dérive autoritaire en poursuivant notamment le patron de presse Ihsane El Kadi, perd 2 places et reste dans la catégorie des pays où la situation de la presse est considérée comme "difficile".

Christophe Deloire,
Secrétaire général de RSF

Je donne mon sang, je sauve des vies

Célébration de la journée
mondiale du don de sang.

Rejoins la **FOCACO**
les **12 et 14 Juin**
à la banque de sang de
l'hôpital Laquintinie



Pourquoi devrais-je donner mon sang ?

Le sang sécurisé permet de sauver des vies et d'améliorer la santé.
Les transfusions sanguines sont nécessaires:

- Aux femmes présentant des complications de la grossesse, comme une grossesse extra-utérine ou une hémorragie avant, pendant ou après la naissance ;
- Aux enfants souffrant d'anémie grave résultant souvent d'un paludisme ou de la malnutrition;
- Aux gens présentant un traumatisme graves suite à des accidents; et
- A de nombreux patients des services de chirurgie et de cancérologie, ainsi qu'aux malades souffrant de drépanocytose ou d'hémophilie

On a constamment besoin d'un approvisionnement régulier en sang parce que ce dernier ne se conserve que pendant une durée limitée avant utilisation.

Le sang est le don le plus précieux que l'on puisse faire à autrui - c'est un don de vie .

En décidant de donner votre sang, vous pouvez sauver une vie, voire plusieurs si le sang est séparé en ses constituants : hématies, plaquettes et plasma qui peuvent être utilisés séparément pour des patients présentant des affections particulières.



LES 7 MERVEILLES DE CIMENCAM

pour tous vos travaux de construction



CIMENCAM, les constructions qui traversent le temps

www.cimencam.com

Achetez en ligne via mycimencam.com

Téléphone : 654 90 00 00
service client : serviceclient.cimencam@holcim.com





Supermont

— SINCE 1984 —

NOUVELLE
0,5L
BOUTEILLE

**ENCORE ET
TOUJOURS
AUSSI BELLE**

 SOURCE
DU PAYS

40 ans



ERGONOMIA

L'Eau Minérale Naturelle du Cameroun